S.O.S. La “gauche” est en perdition. Trente années de crise du capitalisme et de turbulences (néo-)libérales ont bousculé les conquêtes sociales des travailleurs et plongé dans le désarroi les partis censés les défendre.

Alors qu’ils auraient dû relayer les aspirations du plus grand nombre, ils se sont enfermés dans des participations gouvernementales à répétition avec la droite.

Alors qu’ils auraient dû impulser une politique en rupture avec la pensée unique des dominants, ils ont patiemment mis en pratique le programme initié en son temps par Thatcher et Reagan.

Alors qu’ils auraient dû contribuer à réinventer l’espoir, ils ont laissé la désespérance s’installer ouvrant ainsi un boulevard à l’extrême-droite.

Plusieurs décennies de libéralisation forcenée des marchés, de privatisation des services publics, de restructurations et de suppressions d’emplois massives, de modération salariale, de démantèlement des systèmes de protection sociale, de redistribution fiscale à l’envers, de dérives racistes et sécuritaires, ont produit leurs effets dévastateurs.

Aujourd’hui, les profits explosent tandis que les inégalités s’accroissent.

Aujourd’hui, l’opulence de quelques uns côtoie la précarité de beaucoup.

Aujourd’hui, la concurrence « non faussée » déchaîne le sauve-qui-peut et le chacun pour soi.

Pertes de repères, crise d’identité, décomposition des liens sociaux, égoïsme forcené, mal-être généralisé : l’insécurité sociale, et la déstabilisation psychologique de la collectivité qui en découle, constituent une menace directe pour la démocratie.

La résistance citoyenne et politique doit maintenant s'affirmer. D'urgence. Car les orientations du PS et d'ECOLO, mélange de discrets renoncements et de bruyantes capitulations, nous conduisent toujours plus loin dans des impasses mortifères.

Un rapide regard dans le rétroviseur de l'actualité illustre cette inquiétante réalité.

Sans vouloir revenir sur le mauvais bilan de la « coalition arc-en-ciel » (payé chèrement par la famille des Verts), sans vouloir ironiser sur les promesses mensongères de la présente coalition (les « 200.000 emplois nouveaux »), épinglons deux exemples :

- La question de la ratification du projet de « traité constitutionnel européen » représentait une opportunité pour organiser un vaste débat concernant la construction européenne. L'occasion était belle d'adopter une position de refus claire et argumentée d'un projet organisé autour d'un principe unique : le marché. Las. Le PS et ECOLO en ont décidé autrement. Ils ont avalisé ce texte pernicieux, tout en s'activant pour éviter une large consultation populaire. En agissant de la sorte, ils ont entériné une vision ultra-libérale de l'économie et de l'avenir de l'Europe, porté un sale coup aux droits sociaux fondamentaux et aux services publics, refusé l'égalité des droits pour ceux et celles qui résident en Europe sans posséder la nationalité d'un Etat membre.
- L'élaboration du (pseudo-) « pacte des générations », véritable plan de régression sociale, dicté par la stratégie de Lisbonne de l'Union Européenne, et soutenu activement par le patronat. Les mesures arrêtées visent notamment à forcer les salariés âgés à travailler plus longtemps et à mettre sous pression les travailleurs licenciés suite à des restructurations, à réduire encore et toujours les cotisations payées par les employeurs (= salaire différé), à repousser à plus tard le refinancement structurel de la Sécu. Et on ne trouve aucune proposition crédible pour résoudre le problème du chômage de masse ! Malgré le succès de la grève et de la manifestation du 28 octobre 2005, malgré le profond mécontentement du monde du travail, libéraux et socialistes, socialistes et libéraux maintiennent le cap et affichent leur souverain mépris vis-à-vis de la population laborieuse.

Cerise sur le gâteau empoisonné de la gestion du mode de production capitaliste -où devrions-nous dire champignon vénéneux ?-, la multiplication d' « affaires » peu glorieuses qui ternissent l'image du politique : des affres des « sociétés de logement » aux péripéties rocambolesques de la saga de la F1 à Francorchamps, rien ne plaide en faveur d'une relance de l'intérêt de nos concitoyens pour la « chose publique ».

Il est grand temps de rompre avec ces pratiques qui nous conduisent dans une voie sans issue,

pain bénit pour les partis d'extrême-droite.

Une autre gauche est possible et nécessaire, une gauche antilibérale et anticapitaliste, qui rompt avec les logiques fermées d'appareil, le réformisme sans réformes, la routine co-gestionnaire du social-libéralisme.

Une gauche qui remet au premier plan la lutte pour un emploi et un revenu décent pour chacun et chacune. Une gauche qui milite résolument en faveur d'une réduction du temps de travail, sans pertes de revenu, avec des embauches compensatoires.

Une gauche qui prône une répartition différente des richesses, une augmentation du pouvoir d'achat, une fiscalité redistributrice.

Une gauche qui n'oublie pas le combat pour l'égalité des droits des femmes.

Une gauche qui se dresse contre le racisme et exige le droit de vote et d'éligibilité pour tous et toutes, quelle que soit la couleur de sa peau, quelles que soient ses origines.

Une gauche intransigeante en matière de défense des droits et libertés démocratiques. Une gauche qui refuse les tentatives de criminalisation des mouvements sociaux, et le délire sécuritaire de plus en plus présent.

Une gauche qui œuvre de manière cohérente à l'émergence d'une autre Europe dans un autre monde.

Une gauche qui se préoccupe de la sauvegarde de l'environnement, sans laquelle il ne saurait y avoir, tout simplement, d'avenir pour l'humanité !

Nous invitons tous ceux et toutes celles qui ne veulent pas se résigner au désordre établi actuel, qui refusent de s'incliner devant la prétendue fatalité de la crise, qui excluent d'observer

sans réagir la montée de la « peste brune », à se regrouper pour commencer à construire une alternative transformatrice de la société.

SIGNATAIRES : Raymond BECQ (ancien délégué CSC-CEMNL), Denis CAUDRON (délégué syndical SETCa-SEL), Carol DEBY (docteur en médecine), Ginette DEBY-DUPONT (docteur en sciences), Jean-Claude DEROUBAIX (sociologue, ULB), Freddy DEWILLE (conseiller communal – Anderlues), José FONTAINE (Toudi), Bernard FRANCQ (professeur de sociologie, UCL), Corine GOBIN (politologue, ULB), Beaudouin HECQUET (sociologue), Brigitte JACOBS (déléguée syndicale CSC), Patrice LAMBERT (POS), Gilbert LECLERCQ (Ouvrier retraité), Michel LOISEL (métallurgiste), Pedro MAES, Franz MAGGIO (militant FGTB), Tinny MAST, Doriano MENEGATTI (chargé d'affaires), Françoise MICHEL (CGSP-enseignement), Jean-Marie MOREAU (Comité de soutien des demandeurs d'asile - Morlanwelz), Ataulfo RIERA (POS), Nadine ROSA-ROSSO, Carine RUSSO, Jef SLEECKX (ancien député SP), Véronique SOBLET, Patrick VAN DER HEYDEN (POS), Alain VAN PRAET (délégué syndical CSC), Lorne WALTERS (chercheur indépendant), Michel WUILLOT

Pour tout contact : uneautregauche@skynet.be (Tél. : 0476 / 47.11.79)